






INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Juin 2000

FAITS SAILLANTS

-  **Au premier trimestre, le PIB réel a augmenté de 4,9 %, sous l'impulsion d'une forte hausse des exportations et d'une demande intérieure vigoureuse.**
-  **L'excédent commercial a atteint un niveau presque record résultant en un surplus de 4,8 milliards de dollars du compte courant au Canada.**
-  **En mai, les gains au chapitre de l'emploi ont ramené le taux de chômage du Canada à 6,6 %, le plus bas niveau atteint en 24 ans.**
-  **La Banque du Canada a emboîté le pas aux États-Unis et a majoré les taux d'intérêts de 50 points de base le 17 mai.**
-  **Le taux d'inflation mesuré par l'IPC baisse à 2,1 %, dans la foulée du repli des prix de l'énergie.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis		
		le mois dernier	l'an dernier	
PIB réel (En \$ 1992, milliards)	774,3	0,7	4,7	Mars
Biens	259,5	0,7	6,2	Mars
Services	514,8	0,7	3,9	Mars
Indice composite	161,6	0,9	8,2	Avril
Emplois (En milliers)	14 905	0,3	2,8	Mai
Temps plein	12 199	0,3	3,1	Mai
Temps partiel	2 706	0,1	1,7	Mai
Chômage (En %)	6,6	6,8	7,9	Mai
Jeunes*	12,5	12,9	15,0	Mai
Adultes*	5,5	5,6	6,5	Mai
Inflation mesurée par l'IPC*	2,1	3,0	1,7	Avril
Ventes au détail (En M\$)	22 826	2,1	6,7	Mars
Mises en chantier (En milliers)	142,1	-10,4	-1,8	Mai
Balance commerciale* (En M\$)	3 889	3 500	2 479	Mars
Exportations	33 528	4,5	16,3	Mars
Importations	29 639	3,7	12,5	Mars
M&É	9 686	4,0	12,7	Mars
Papier comm. à trois mois* (En %)	5,91	5,62	4,71	7 juin
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,59	5,92	5,58	7 juin
Dollar canadien* (En cents US)	67,82	67,56	67,84	9 juin

*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.



Industrie Canada
Industry Canada

Canada

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Juin 2000

TABLES DES MATIÈRES

	Page
L'économie	
<i>Comptes économiques et comptes financiers nationaux</i>	3
<i>PIB réel par industrie</i>	4
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	5
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	6
<i>Logement</i>	7
<i>Commerce et compétitivité</i>	8
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	9
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	10
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	11
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	12
<i>Taux d'intérêt à court terme et à long terme</i>	13
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	14
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	15
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	16

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 9 juin 2000. Il a été préparé par Marianne Blais, Julie Dubois, Joe Macaluso, Alison McDermott et Karen Smith de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Raynald Létourneau et de Shane Williamson. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Shane Williamson au 613-995-8452 ou par Internet à williamson.shane@ic.gc.ca



Au premier trimestre, l'activité économique démarre en trombe...

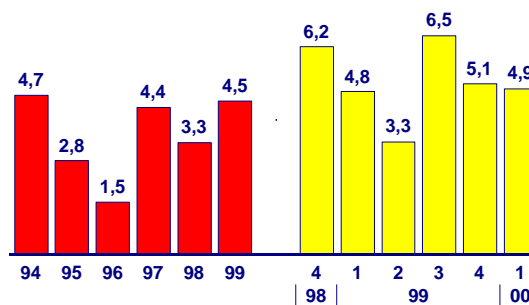
- Au premier trimestre de 2000, le PIB réel a augmenté de 4,9 % (taux annuel), appuyé par une forte hausse des exportations et une demande intérieure vigoureuse. Cette progression marque le 19^e gain trimestriel consécutif, soit la plus longue série depuis les années 1960.
- Les exportations ont contribué fortement à la croissance, augmentant de 13,9 % (TAD) au premier trimestre. Les importations se sont également accrues, mais dans une moindre mesure que les exportations, ce qui a poussé l'excédent réel au titre du commerce des marchandises à un niveau proche de l'ancien record.
- La demande intérieure a été une autre source principale de croissance au premier trimestre; elle a profité de gains très marqués dans la construction non résidentielle, dans les investissements en M&É et dans la construction résidentielle. Les dépenses des consommateurs ont affiché leur cinquième période consécutive de croissance soutenue, appuyées par un niveau de confiance élevé chez les consommateurs.

... alors que la croissance du revenu personnel se redresse et que les profits des entreprises montent en flèche

- Les revenus des particuliers ont connu une forte progression au premier trimestre, alimentés par une augmentation de 7,8 % du revenu du travail, soit la plus forte majoration observée depuis 1989.
- La croissance du revenu a dépassé la croissance des dépenses des consommateurs ce qui a fait augmenter le taux d'épargne à 3,4 %, en hausse par rapport au taux révisé de 3,2 % pour le dernier trimestre de 1999. Malgré une faible diminution du ratio d'endettement des ménages par rapport au record atteint au quatrième trimestre, l'endettement des ménages demeure à un niveau inégalé.
- Profitant du raffermissement des prix des produits de base et de l'accroissement de la demande internationale, les profits des entreprises ont bondi de 31,5 % (taux annuel) au premier trimestre. Cette augmentation marque le cinquième trimestre consécutif au cours desquels la croissance des profits des entreprises a dépassé la barre des 20 %, d'une année à l'autre.

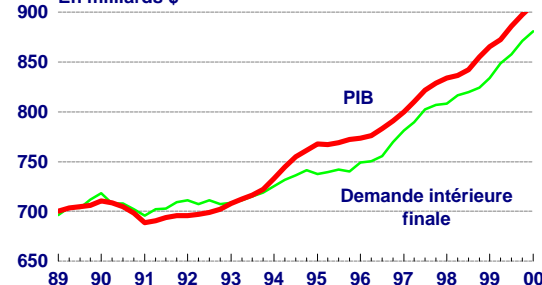
Croissance du produit intérieur brut réel

Variation en %, TAD



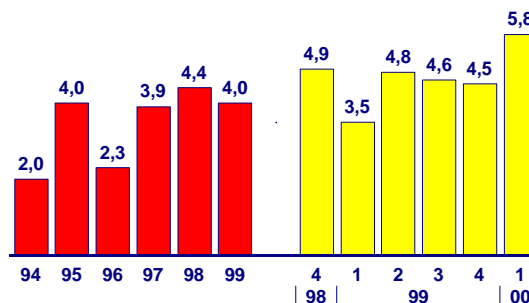
PIB et demande intérieure finale

En milliards \$

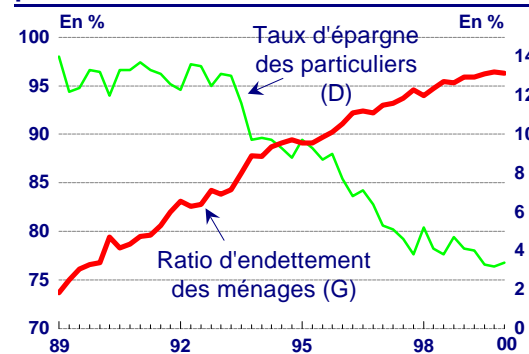


Croissance du revenu des particuliers

Variation en %, TAD



Taux d'endettement et d'épargne des particuliers





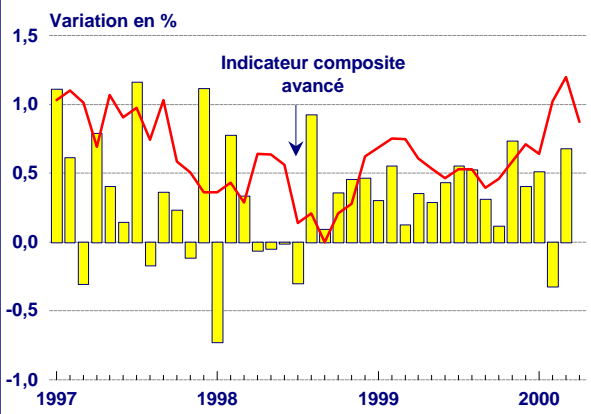
En mars, l'activité économique a rebondi...

- En mars, le PIB réel au coût des facteurs a connu un regain de 0,7 %, contrebalançant amplement le fléchissement de février, qui avait mis un terme à une longue série ininterrompue de 18 gains. Les gains de production étaient généralisés, autant dans les secteurs de production de biens que ceux de services.

...et les gains sont généralisés dans toute l'économie

- En mars, la production de biens a crû de 0,7 %, poussée par une augmentation de la production dans le secteur manufacturier (qui représentait plus de 40 % de la croissance totale de l'économie). Le secteur du transport est le principal responsable de cette progression, la fabrication d'automobiles et de pièces ayant augmenté de 3,4 % au cours du mois. Ailleurs, dans le secteur des biens, les progrès enregistrés par les industries de la construction, de l'abattage du bois et de la foresterie, et de l'exploitation minière, ont été contrebalancés par une baisse de la production dans les services publics, qui a été ralentie par des températures plus chaudes que d'habitude.
- Dans le secteur des services, la production a progressé de 0,8 % en mars, alimentée par des augmentations dans le commerce de gros et le commerce de détail, cette dernière étant le fait d'une recrudescence des ventes d'automobiles. Le secteur du transport a affiché une progression notable, sous l'impulsion de l'activité économique accrue, de même que le secteur des finances, des assurances et de l'immobilier, qui, quant à lui, a profité de l'accroissement de l'activité du marché boursier et d'un marché immobilier en ébullition. Les services aux entreprises ont poursuivi sur leur lancée, progressant chaque mois depuis juin 1986.

PIB réel au coût des facteurs

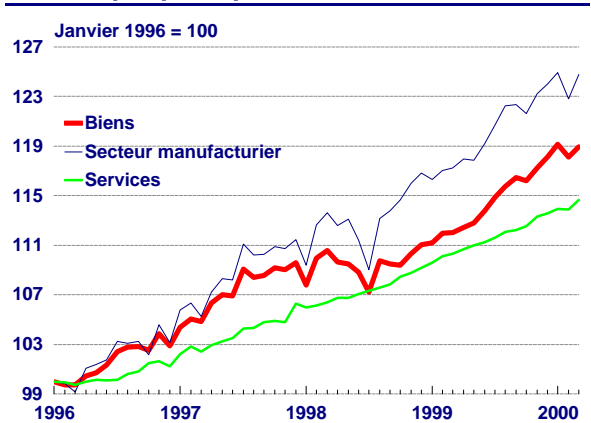


PIB réel au coût des facteurs (En \$ 1992)

Mars 2000	En millions \$	Variation en % depuis		
		Variation mensuelle	le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	774 340	5 201	0,7	4,7
Secteur des entreprises	644 717	5 131	0,8	5,4
Biens	259 548	1 857	0,7	6,2
Agriculture	13 737	87	0,6	3,1
Pêche et piégeage	788	14	1,8	4,1
Abattage du bois et foresterie	4 650	121	2,7	4,9
Exploitation minière*	28 522	104	0,4	8,9
Sect. manufacturier	142 229	2 250	1,6	6,4
Construction	44 016	456	1,0	6,9
Autres services publics	25 606	-1 175	-4,4	2,5
Services	514 792	3 344	0,7	3,9
Transport et entreposage	36 262	477	1,3	5,7
Communications	29 015	224	0,8	13,0
Commerce de gros	46 590	709	1,5	2,4
Commerce de détail	48 271	606	1,3	4,7
Finance et assurances	44 245	409	0,9	8,5
Agents d'ass. et agents imm.	80 948	336	0,4	2,7
Services commerciaux	45 883	279	0,6	7,9
Services gouvernementaux	46 050	105	0,2	2,0
Enseignement	40 550	40	0,1	1,0
Soins de santé et services sociaux	47 047	-36	-0,1	-0,1
Logement et alimentation	19 905	191	1,0	1,3
Autres	30 026	4	0,0	1,6

* Comprend l'exploitation des carrières, le pétrole brut et le gaz naturel

PIB réel par principal secteur





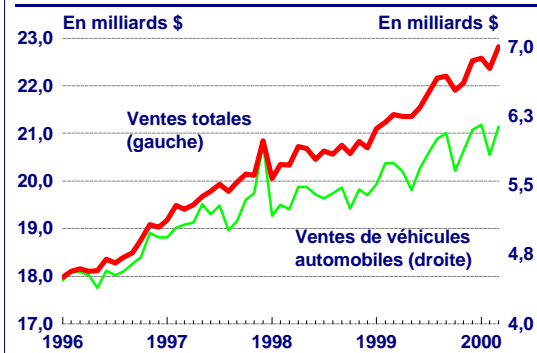
Les dépenses de consommation ont conservé leur vigueur au premier trimestre...

- La consommation réelle s'est accrue de 3,4 % (taux annuel) au premier trimestre, soit à un rythme légèrement plus lent que celui du trimestre précédent.
- Malgré un temps d'arrêt dans les ventes d'automobiles, les dépenses de consommation ont été soutenues, encore une fois, par les biens durables et semi-durables. Le volume élevé de l'activité des marchés financiers a donné un élan aux dépenses liées aux services financiers, juridiques et autres pour un cinquième trimestre d'affilée.

...appuyées par des gains au chapitre de l'emploi et du revenu

- Au premier trimestre, la confiance des consommateurs s'est quelque peu repliée, mais les gains récents au chapitre de l'emploi et du revenu devraient continuer d'encourager les dépenses de consommation en 2000. En effet, le revenu disponible était en hausse, s'établissant à 5,5 % (taux annuel) au premier trimestre, ce qui constitue la quatrième augmentation consécutive de plus de 4 %.
- Les progrès accomplis récemment sur le plan du revenu n'ont pas eu d'incidence marquée sur les finances des ménages. Le taux d'épargne personnel demeure très faible (3,4 %), alors que le taux d'endettement atteint un sommet historique relativement au revenu des ménages. Les récentes augmentations des taux d'intérêts font ressortir l'importance d'une croissance marquée du revenu disponible pour maintenir les dépenses de consommation.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



Ventes au détail et crédit à la consommation

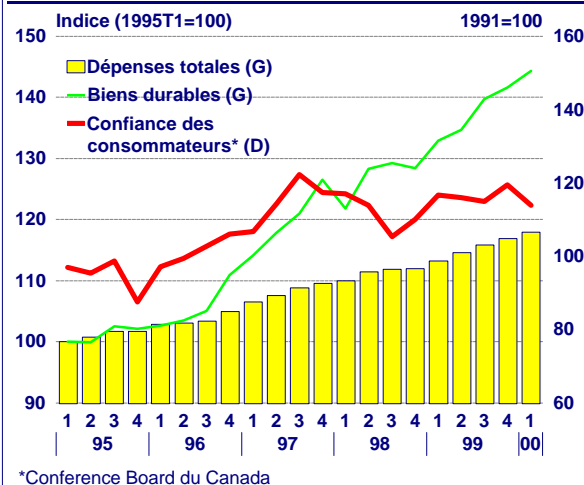
	Variation en % depuis		
	En millions \$	le mois	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	22 826	2,1	6,7
Alimentation	4 994	0,4	2,3
Pharmacies	1 108	-0,1	-0,1
Vêtements	1 263	2,9	5,8
Meubles	1 235	1,7	12,5
Automobiles	9 274	4,3	11,3
Magasins de march. diverses	2 534	-0,4	3,8
Tous les autres magasins	2 419	0,8	3,4
Total excluant véhicules automobiles	16 688	1,0	6,6
Crédit à la consommation	180 494	0,3	11,8

(Données non révisées)

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)		1999 T4	2000 T1
	1998	1999		
Consommation réelle (En \$ 1992)	487 866	504 763	512 468	516 804
Variation en %	2,9	3,5	3,7	3,4
Biens durables	66 487	71 859	74 136	75 604
Variation en %	5,9	8,1	5,2	8,2
Biens semi-durables	45 751	47 103	47 544	48 516
Variation en %	4,4	3,0	-0,3	8,4
Biens non durables	120 795	123 344	124 580	125 012
Variation en %	1,7	2,1	3,2	1,4
Services	254 833	262 457	266 208	267 672
Variation en %	2,5	3,0	4,2	2,2
Revenu disponible	567 960	590 608	600 560	608 680
Variation en %	3,9	4,0	4,5	5,5
Taux d'épargne (En %)	4,5	3,7	3,2	3,4
Ratio d'endettement (En %)	94,9	96,1	96,4	96,3

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs





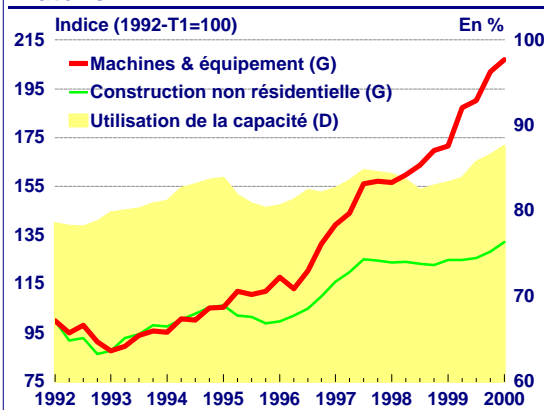
Les investissements des entreprises ont fortement progressé au premier trimestre...

- Au premier trimestre, les investissements des entreprises ont grimpé de 11,2 % (taux annuel), après un bond encore plus important au trimestre précédent. Les dépenses relatives aux M&É ont crû de 10,5 %, surtout grâce à la vigueur des achats d'ordinateurs et de matériel de bureau. Les investissements dans le matériel de transport (à l'exception des automobiles), dans les machines industrielles et dans l'équipement de télécommunication ont également été solides.
- La construction non résidentielle a progressé de 12,5 % au quatrième trimestre. La forte croissance observée dans le secteur pétrolier a été alimentée par l'augmentation des prix de l'énergie.

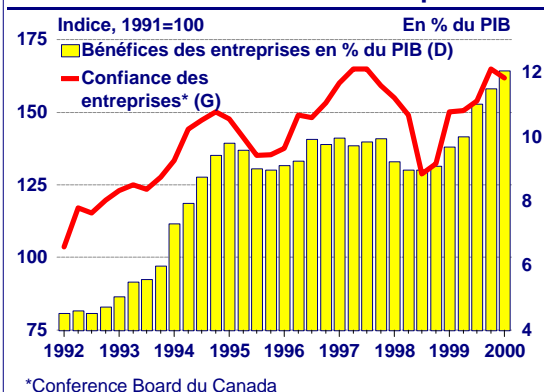
...et il semble qu'ils continueront leur progression pendant l'année

- Les perspectives semblent favorables à l'investissement pour les trois autres trimestres de 2000. Après un fort redressement en 1999, les bénéfices d'exploitation des entreprises ont enregistré d'autres gains solides au premier trimestre 2000.
- Par ailleurs, le taux d'utilisation de la capacité a atteint 87,6 % au premier trimestre, sommet inégalé depuis le milieu des années 1960. D'autres investissements dans les usines et l'équipement seront nécessaires pour répondre à la forte demande de produits industriels au Canada et à l'étranger.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



*Conférence Board du Canada

Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	1998	1999	1999 T2	1999 T3	1999 T4	2000 T1
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines & équipement (En \$ 1992)	65 357	75 557	75 396	76 508	81 248	83 304
Variation en %	9,0	15,6	41,9	6,0	27,2	10,5
Construction non résidentielle (1992\$)	39 502	40 288	39 956	40 200	41 040	42 264
Variation en %	1,7	2,0	0,0	2,5	8,6	12,5
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	83,3	84,8	83,8	85,7	86,5	87,6
Utilisation de la capacité (secteur manif.)	83,8	85,7	84,5	86,8	87,2	87,9
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	142 296	174 317	170 760	181 716	189 792	213 156
Variation en %	-13,3	22,5	47,3	28,2	19,0	59,1
Bénéfices - Industries non financières	94 891	123 372	117 724	129 740	135 332	147 744
Variation en %	-13,6	30,0	27,9	47,5	18,4	42,0
Bénéfices - Industries financières	47 406	50 945	53 036	51 976	54 460	65 412
Variation en %	-12,5	7,5	105,3	-7,8	20,5	108,1
Crédit aux entreprises	686 869	717 831	711 297	720 870	730 899	741 583
Variation en %	10,0	4,5	1,7	5,5	5,7	6,0



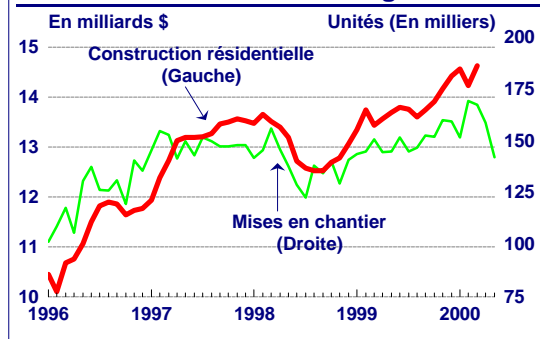
Au premier trimestre, le marché du logement affiche une hausse marquée...

- La construction résidentielle a connu une croissance solide de 9,8 % au premier trimestre de 2000, ce qui faisait suite à un bond encore plus impressionnant au trimestre précédent.
- Les dépenses relatives aux travaux de réparation et d'amélioration ont connu leur deuxième hausse trimestrielle consécutive et le marché de la revente est resté actif. Cependant, la construction de logements neufs a ralenti, ce qui tranche avec la forte hausse observée au quatrième trimestre.

...mais il pourrait s'essouffler au cours de l'année

- La majoration des taux hypothécaires, l'augmentation du prix des maisons et le repli récent des reventes de maisons (comparativement à des niveaux records en 1999) sont autant de facteurs qui pourraient amenuiser les perspectives dans le secteur du logement, en l'an 2000.
- Le nombre de mises en chantier a dégringolé tant en avril qu'en mai. Cependant, malgré le recul important en avril, la valeur totale des permis accordés dans le secteur de la construction résidentielle a crû de 11,6 % par rapport à la même période l'an dernier.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

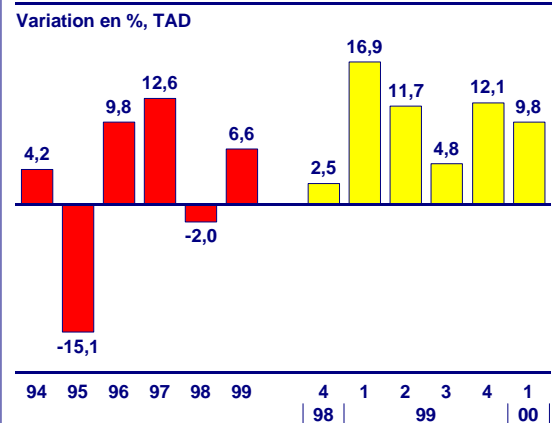
	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1992, en M; base du coût des facteurs)	14 620	2,7%	8,8%
Permis de construction, en M\$ (2)	1 537	-15,2%	0,3%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	19 073	-1 752	
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	142 100	-16 500	-2 600
Terre-Neuve	1 100	-300	500
Île-du-Prince-Édouard	400	200	-100
Nouvelle-Écosse	3 700	700	-400
Nouveau-Brunswick	1 500	-400	200
Québec	17 100	-2 400	200
Ontario	53 200	-17 400	-12 500
Manitoba	1 300	-500	-700
Saskatchewan	2 000	400	200
Alberta	25 300	4 000	10 600
Colombie-Britannique	13 200	-800	-1 100

1 - Données de mars 2 - données d'avril 3- données de mai
Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immobilier

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1992, TAD (à moins d'indication contraire)	1998	1999	1999 T4	2000 T1
Construction résidentielle	41 523	44 259	45 760	46 844
Variation en %	-2,0	6,6	11,8	9,8
Construction par secteur	41 277	43 983	45 496	46 572
Variation en %	-2,0	6,6	12,1	9,8
Logements neufs	20 701	22 258	23 472	23 652
Variation en %	-3,5	7,5	21,3	3,1
Travaux de réparation et d'amélioration	13 640	14 399	14 848	15 520
Variation en %	2,4	5,6	19,9	19,4
Frais de propriété et de transfert	7 182	7 259	7 440	7 672
Variation en %	-5,7	1,1	-23,2	13,1

Croissance de la construction résidentielle réelle





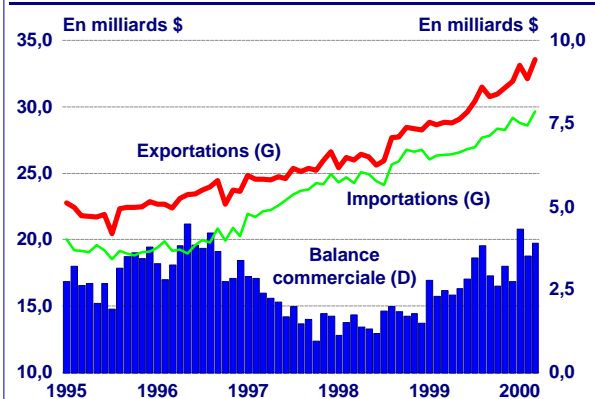
En mars, les exportations ont dépassé les importations...

- En mars, les exportations ont augmenté de 4,5 %, en hausse marquée par rapport à la baisse enregistrée en février. Tous les groupes de produits de base ont enregistré des gains d'un mois à l'autre et d'une année à l'autre. Cependant, le progrès réalisé en mars peut être attribué en grande partie au redressement marqué des exportations de produits automobiles. Les exportations de M&É ont également progressé vigoureusement au cours du mois.
- En mars, les importations ont augmenté de 3,7 %, renversant la tendance à la baisse qui a caractérisé les deux trimestres précédents. À l'instar des exportations, les importations de tous les principaux groupes de produits de base ont été en hausse. Les gains ont été alimentés par une augmentation solide des importations de M&É liés à des investissements et aux biens et matériaux industriels.

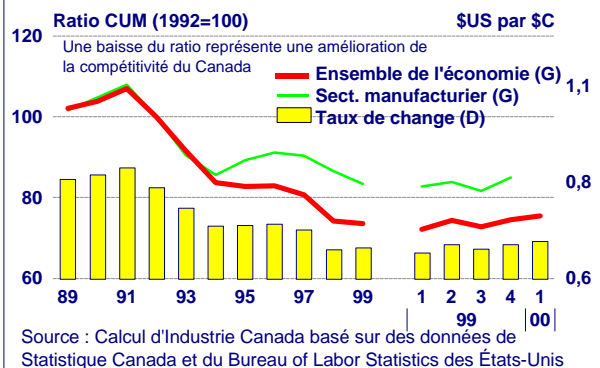
...entraînant une hausse de l'excédent commercial

- Comme les exportations ont crû à un rythme plus élevé que les importations, l'excédent au titre du commerce des marchandises du Canada a grimpé à 3,9 milliards de dollars en mars. L'excédent cumulé du premier trimestre s'établit donc à 11,7 milliards de dollars, soit le deuxième jamais enregistré.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Mars 2000	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %
	Févr. 2000	Mars 2000	Janv.-mars 1999	Janv.-mars 2000	Févr.-mars 2000	Févr.-mars 2000	Mars 1999-mars 2000
Exportations	32 080	33 528	86 272	98 704	1 448	4,5	16,3
vers les États-Unis	27 304	28 817	73 757	84 581	1 513	5,5	16,0
Importations	28 580	29 639	78 726	87 007	1 059	3,7	12,5
en provenance des États-Unis	21 518	22 112	60 768	65 293	594	2,8	9,3
Balance commerciale	3 500	3 889	7 546	11 697	389		
avec les États-Unis	5 786	6 705	12 989	19 288	919		
Exportations par produit							
Produits agricoles/pêche	2 155	2 249	6 295	6 583	94	4,4	8,6
Produits énergétiques	3 626	3 650	5 523	10 494	24	0,7	89,1
Produits de la forêt	3 428	3 501	9 272	10 503	73	2,1	13,8
Biens et matériaux industriels	5 180	5 301	13 860	15 609	121	2,3	17,2
Machines et équipement	7 707	8 258	20 475	23 755	551	7,1	20,7
Produits automobiles	7 645	8 267	24 003	24 814	622	8,1	2,0
Autres biens de consommation	1 164	1 165	3 423	3 489	1	0,1	2,9
Importations par produit							
Produits agricoles/pêche	1 488	1 512	4 378	4 518	24	1,6	2,4
Produits énergétiques	1 355	1 472	1 955	4 009	117	8,6	109,4
Produits de la forêt	237	262	656	748	25	10,5	17,0
Biens et matériaux industriels	5 586	5 867	15 083	17 002	281	5,0	13,9
Machines et équipement	9 315	9 686	26 282	28 617	371	4,0	12,7
Produits automobiles	6 450	6 556	18 384	19 450	106	1,6	6,1
Autres biens de consommation	3 100	3 244	9 025	9 538	144	4,6	6,9

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Emploi et chômage

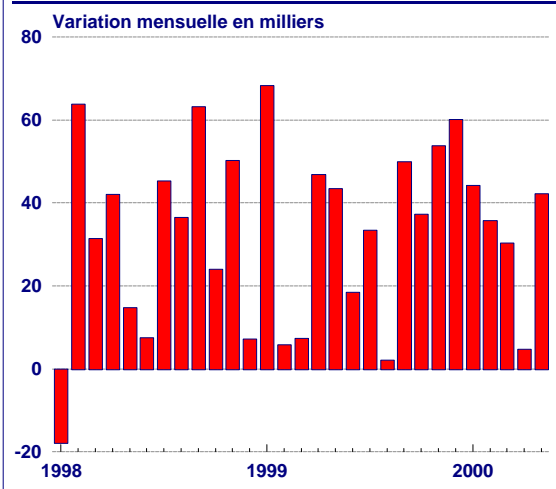
La croissance de l'emploi a repris son élan en mai...

- Le nombre d'emplois a augmenté de 42 000 en mai, après avoir marqué un bref temps d'arrêt en avril. Les gains au chapitre de l'emploi totalisent 413 000 depuis mai 1999.
- La majorité des emplois créés en avril ont été des emplois à temps plein (+38 000). De fait, l'emploi à temps plein a progressé plus rapidement que l'emploi à temps partiel au cours des 12 derniers mois (3,1 % contre 1,7 %). Le nombre total d'heures travaillées a augmenté de 2,8 % au cours de la même période.

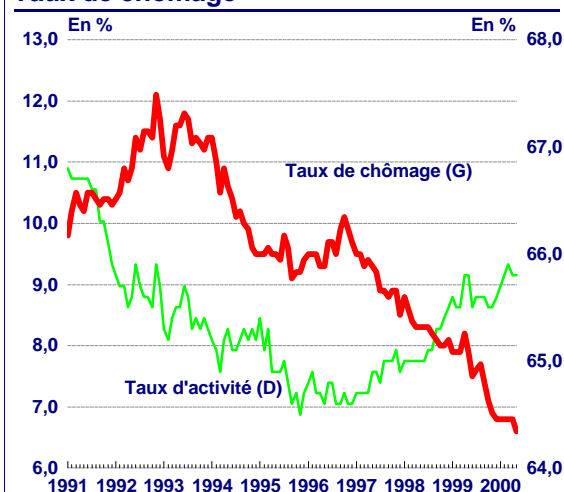
...ramenant le taux de chômage à 6,6 %, le plus faible observé en 24 ans

- Malgré l'augmentation de la population active, la forte croissance de l'emploi a poussé à la baisse le taux de chômage, qui s'est établi à 6,6 % en mai, soit le taux le plus faible qui ait été observé depuis mars 1976. Auparavant, le taux de chômage national était resté à 6,8 % pendant cinq mois consécutifs.
- En mai, le taux de chômage chez les adultes a baissé de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 5,5 %, alors que le taux de chômage chez les jeunes a baissé de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 12,5 %. Le marché des emplois d'été a bien amorcé la saison; le pourcentage d'étudiants entre 20 et 24 ans détenant un emploi était de 58,0 % en mai, soit 1,6 point de pourcentage de plus qu'il y a un an.

Emploi



Taux de chômage



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Mai 1999	Avril 2000	Mai 2000	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	14 492,3	14 862,6	14 904,9	42,3	412,6	157,4	0,3	2,8
Temps plein	11 830,8	12 160,9	12 199,3	38,4	368,5	103,9	0,3	3,1
Temps partiel	2 661,5	2 701,7	2 705,5	3,8	44,0	53,4	0,1	1,7
Jeunes 15-24	2 193,6	2 272,4	2 285,0	12,6	91,4	30,9	0,6	4,2
Adultes 25+	12 298,7	12 590,2	12 619,8	29,6	321,1	126,5	0,2	2,6
Travailleurs indépendants	2 482,4	2 408,1	2 438,5	30,4	-43,9	-70,5	1,3	-1,8
Chômage	1 238,2	1 079,3	1 056,6	-22,7	-181,6	-18,3	-2,1	-14,7
Taux de chômage	7,9	6,8	6,6	-0,2	-1,3	-0,2		
Jeunes 15-24	15,0	12,9	12,5	-0,4	-2,5	-0,6		
Adultes 25+	6,5	5,6	5,5	-0,1	-1,0	-0,1		
Population active	15 730,5	15 941,9	15 961,5	19,6	231,0	139,2	0,1	1,5
Taux d'activité	65,8	65,8	65,8	0,0	0,0	0,2		
Taux d'emploi	60,6	61,4	61,5	0,1	0,9	0,3		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

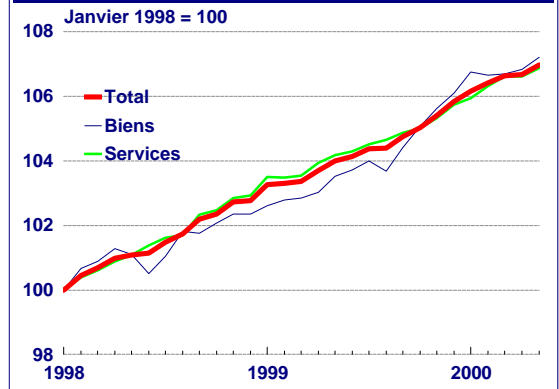
Les secteurs des biens et des services contribuent à la croissance de l'emploi en mai...

- En mai, le nombre d'emplois dans le secteur des biens a augmenté de 14 000, dans le sillage des augmentations enregistrées dans les industries des ressources naturelles et de la fabrication. La construction a subi des pertes d'emploi pour le troisième mois consécutif, mais d'une année à l'autre, ce secteur a affiché une forte croissance.
- Dans le secteur des services, le nombre d'emplois a grimpé de 28 000. Les secteurs suivants ont affiché les plus fortes augmentations : Information, culture et loisirs, Services professionnels, scientifiques et techniques, et Soins de santé et assistance sociale. Les pertes les plus importantes se sont produites dans l'administration publique et l'enseignement.

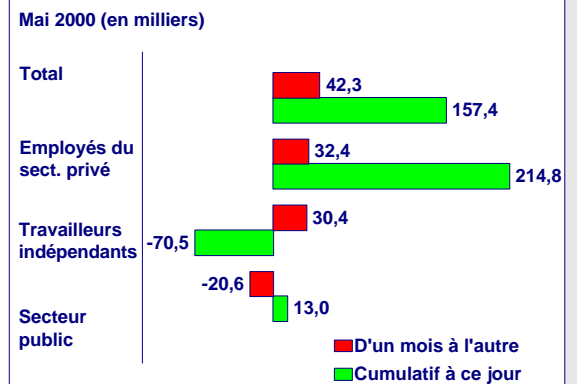
...alors que les pertes d'emplois dans le secteur public annulent en partie les gains observés dans le secteur privé

- En mai, le nombre d'employés rémunérés dans le secteur privé a augmenté de 32 000, alors que celui des travailleurs du secteur public a fléchi de 21 000.
- Le nombre de travailleurs indépendants a augmenté de 30 000, renversant partiellement le recul de 97 000 enregistré en avril (qui a coïncidé avec l'inclusion, dans l'enquête d'avril, de questions supplémentaires sur le travail indépendant).

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Mai 1999	Avril 2000	Mai 2000	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 771,7	3 892,1	3 906,2	14,1	134,5	40,9	0,4	3,6
Agriculture	412,9	385,7	386,8	1,1	-26,1	-12,3	0,3	-6,3
Ressources naturelles*	264,5	284,6	290,3	5,7	25,8	15,0	2,0	9,8
Services publics	116,8	115,0	117,0	2,0	0,2	1,6	1,7	0,2
Construction	774,9	820,5	818,5	-2,0	43,6	11,1	-0,2	5,6
Fabrication	2 202,6	2 286,3	2 293,5	7,2	90,9	25,3	0,3	4,1
Services	10 720,7	10 970,4	10 998,6	28,2	277,9	116,4	0,3	2,6
Commerce	2 239,9	2 294,1	2 308,0	13,9	68,1	36,3	0,6	3,0
Transport	740,3	784,9	790,7	5,8	50,4	26,5	0,7	6,8
FASI*	863,2	860,4	853,8	-6,6	-9,4	-11,5	-0,8	-1,1
Services prof./scientifiques	896,5	916,2	935,2	19,0	38,7	8,7	2,1	4,3
Administration et gestion	513,9	538,9	532,6	-6,3	18,7	15,1	-1,2	3,6
Enseignement	978,0	982,4	966,4	-16,0	-11,6	-35,3	-1,6	-1,2
Soins de santé/assist. sociale	1 437,4	1 528,9	1 547,4	18,5	110,0	75,5	1,2	7,7
Information, culture, loisirs	623,8	637,3	659,2	21,9	35,4	23,0	3,4	5,7
Hébergement et restauration	919,2	967,0	974,0	7,0	54,8	23,4	0,7	6,0
Autres services	730,2	682,9	678,9	-4,0	-51,3	-30,0	-0,6	-7,0
Administration publique	778,4	777,7	752,3	-25,4	-26,1	-15,5	-3,3	-3,4

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Aperçu de la situation des provinces



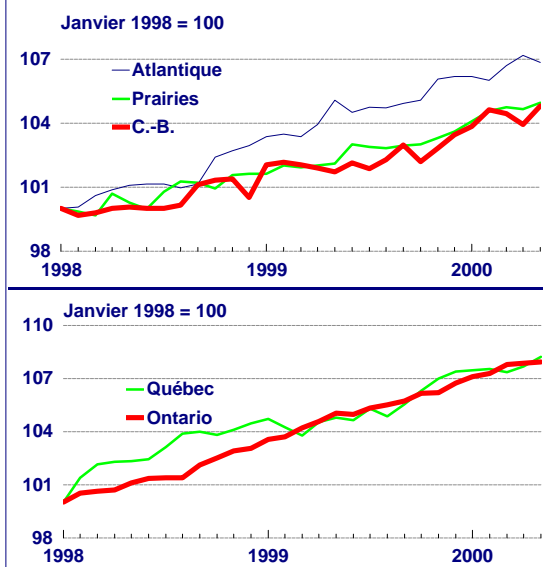
Le Québec et la Colombie-Britannique étaient au premier rang pour la croissance de l'emploi...

- Six provinces sur dix, le Québec et la Colombie-Britannique en tête, ont affiché une hausse de l'emploi en mai.
- Seulement la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba et l'Île-du-Prince-Édouard ont accusé une baisse de l'emploi pendant le mois.

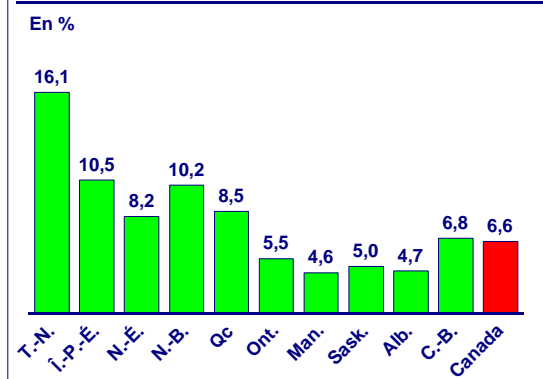
...mais les taux de chômage ont diminué dans la majorité des provinces

- La Saskatchewan est la seule province où le taux de chômage a grimpé en mai alors que les faibles gains d'emplois ont été contrebalancés par l'augmentation de la population active. Le taux de chômage est resté stable en Ontario.
- Au Canada atlantique, Terre-Neuve a été la seule province à profiter d'une hausse de l'emploi. Malgré cela, les taux de chômage ont régressé dans les provinces de l'Atlantique en raison de la diminution du nombre de chercheurs d'emploi. De fait, la réduction de 1,1 point de pourcentage du taux de chômage à l'Île-du-Prince-Édouard a été la plus importante au pays.
- Au Manitoba, le taux de chômage a également reculé malgré des pertes d'emplois. Dans les autres provinces, la croissance de l'emploi a contribué à réduire les taux de chômage.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Mai 2000



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)						Taux de chômage (en %)		
	Niveaux Mai 2000	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier l'an dernier		
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %				
Canada	14 904,9	42,3	0,3	412,6	2,8	6,6	-0,2	-1,3	
Terre-Neuve	207,3	1,2	0,6	-1,4	-0,7	16,1	-0,7	-1,2	
Î.-P.-É.	65,6	-0,1	-0,2	5,0	8,3	10,5	-1,1	-4,4	
Nouvelle-Écosse	420,3	-2,7	-0,6	9,8	2,4	8,2	-0,2	-1,3	
Nouveau-Brunswick	331,4	-1,7	-0,5	3,7	1,1	10,2	-0,3	0,0	
Québec	3 452,5	17,4	0,5	109,6	3,3	8,5	-0,3	-1,0	
Ontario	5 838,7	4,1	0,1	156,2	2,7	5,5	0,0	-1,2	
Manitoba	554,5	-1,4	-0,3	11,5	2,1	4,6	-0,4	-0,7	
Saskatchewan	489,9	1,9	0,4	14,9	3,1	5,0	0,2	-2,2	
Alberta	1 591,1	7,5	0,5	45,6	3,0	4,7	-0,4	-1,6	
C.-B.	1 953,6	16,1	0,8	57,8	3,0	6,8	-0,1	-1,5	



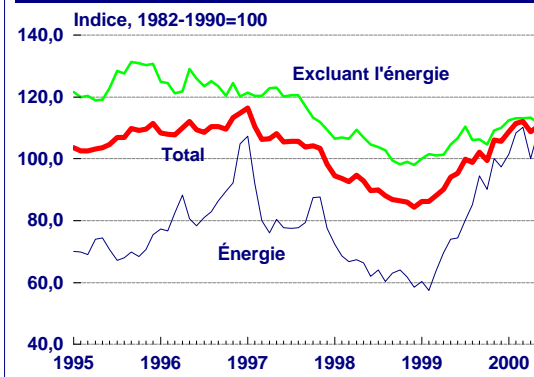
En avril, la modération des prix de l'énergie ralentit l'inflation...

- En avril, l'inflation a été de 2,1 % d'une année à l'autre, en baisse par rapport au taux affiché en mars (3,0 %). L'augmentation moins forte des prix annuels de l'énergie, la plus faible en cinq mois, explique principalement ce ralentissement.
- D'un mois à l'autre, les prix ont diminué de 0,4 % en avril, principalement en raison d'une baisse de 3,8 % des prix de l'énergie. La baisse mensuelle de l'indice d'ensemble s'explique par le recul des prix du transport, des vêtements et de l'équipement du ménage.

...et le taux d'inflation « de base » s'approche de la limite inférieure de la fourchette cible officielle

- Excluant l'énergie, les aliments et l'incidence des impôts indirects, le taux d'inflation « de base » s'est fixé à 1,3 % en avril. Il demeure donc près de la limite inférieure de la fourchette cible officielle (1 à 3 %), établie conjointement par la Banque du Canada et le ministère des Finances.
- D'une année sur l'autre, les prix des produits de base se sont accrus de 17,6 % en mai. Cette augmentation est surtout attribuable au renchérissement de l'énergie, dont les prix ont monté de 46,5 %, bien que les prix d'autres produits de base soient aussi en hausse.

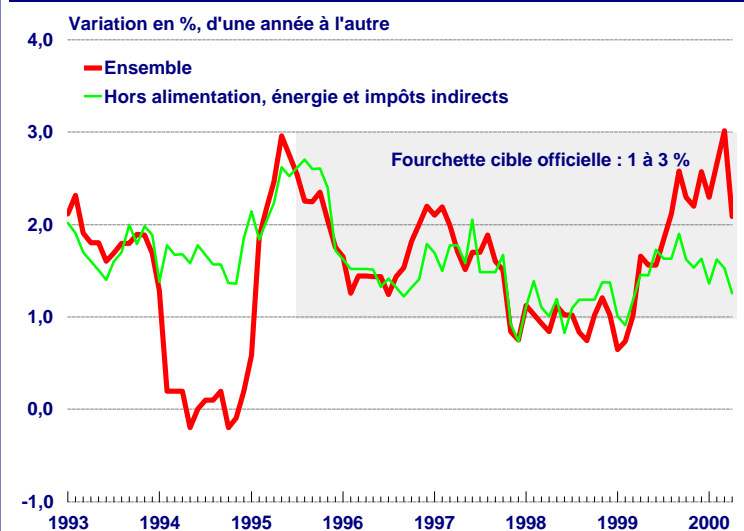
Prix des produits de base (\$ US)



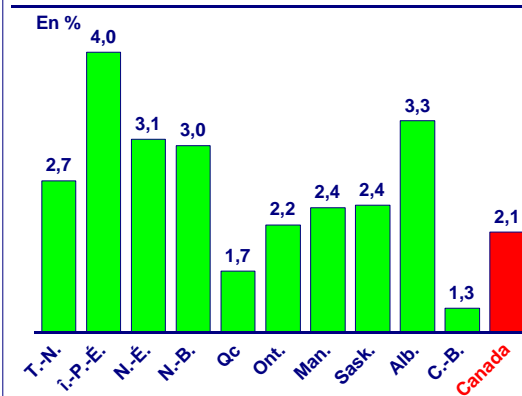
Prix à la consommation

	Variation en % depuis		
	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
IPC - Ensemble	112,4	-0,4	2,1
Alimentation	111,3	0,2	0,4
Logement	107,5	0,0	2,6
Équipement du ménage	109,5	-0,2	0,6
Habillement et chaussures	105,1	-1,3	-0,7
Transport	129,2	-1,4	4,5
Santé et soins personnels	111,5	0,5	1,4
Loisirs, formation et lecture	121,0	0,2	2,8
Alcool et tabac	96,8	0,1	3,0
IPC hors alimentation et énergie	113,0	0,0	1,3
Énergie	122,2	-3,8	13,6
Prix des produits de base (mai)			
Indice, 1982-1990=100	110,5	1,6	17,6
Excluant l'énergie	111,6	-1,6	6,7
Énergie	108,4	8,3	46,5

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Avril 2000





En mai, la Banque du Canada a relevé son taux directeur...

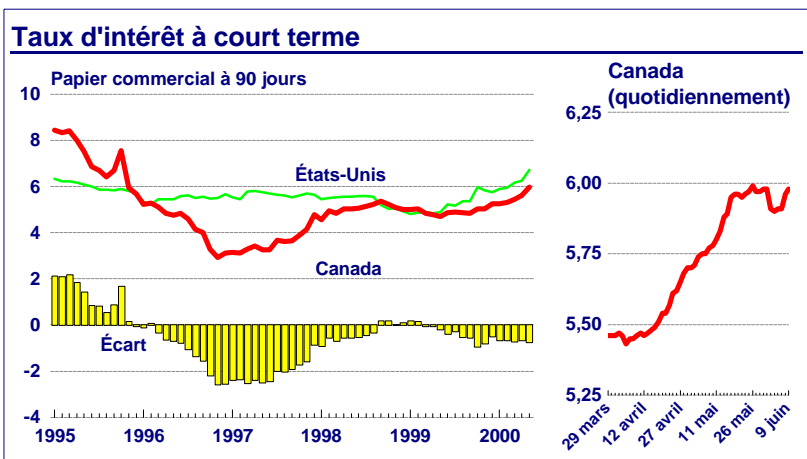
- Le 17 mai dernier, la Banque du Canada a relevé son taux d'intérêt de 50 points de base pour atteindre 6,0 %, faisant suite à une majoration semblable adoptée par la Réserve fédérale des États-Unis. Cette augmentation, qui visait à contenir la vigueur de l'économie et les pressions inflationnistes, a entraîné des augmentations parallèles du taux préférentiel et des taux hypothécaires. Cependant, cette intervention a eu peu d'incidence sur les marchés étant donné que les taux d'intérêt à court terme avaient déjà augmenté en prévision de cette majoration. Les taux d'intérêt à court terme ont clôturé à 5,71 % à la fin mai, en hausse d'environ 35 points de base par rapport au taux de clôture d'avril.

- Les taux d'intérêt à court terme ont augmenté à un rythme plus rapide aux États-Unis pendant cette période; l'écart entre les taux d'intérêt canadiens à court terme et les taux américains s'est creusé pour atteindre 74 points de base en faveur du Canada.

...mais le rendement des obligations à long terme diminue

- Contrairement aux taux d'intérêt à court terme, les rendements des taux d'intérêt à long terme ont clôturé en baisse à 5,63 % à la fin mai. L'écart entre les taux d'intérêt à long terme au Canada et aux États-Unis s'est accru, celui-ci se fixant à 39 points de base en faveur du Canada. La pénurie d'obligations d'État à long terme a fait monter les prix, mais a poussé les rendements à la baisse.

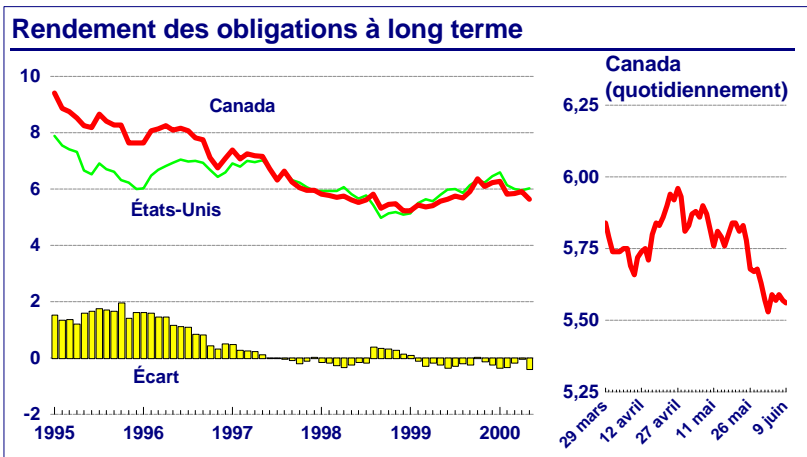
- La baisse des rendements des obligations à long terme, jumelée à l'augmentation des taux à court terme, donne lieu à une courbe de rendement inversée, où les taux d'intérêts à court terme sont au-dessus des taux à long terme.



Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1998	5,02	0,09	5,23	0,14
1999	5,27	-0,49	6,23	-0,22
Déc. 1999	5,27	-0,49	6,23	-0,22
Janv. 2000	5,25	-0,64	6,27	-0,33
Févr.	5,31	-0,64	5,83	-0,31
Mars	5,46	-0,72	5,84	-0,15
Avril	5,62	-0,64	5,92	-0,03
Mai	5,98	-0,74	5,63	-0,39
7 juin	5,91	-0,74	5,59	-0,30

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.



Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an / cinq ans	
1998	5,25	6,75	6,20	6,60
1999	5,00	6,50	7,35	8,25
Déc. 1999	5,00	6,50	7,35	8,25
Janv. 2000	5,00	6,50	7,60	8,55
Févr.	5,25	6,75	7,60	8,55
Mars	5,50	7,00	7,70	8,35
Avril	5,50	7,00	7,70	8,35
Mai	6,00	7,50	8,30	8,75
7 juin	6,00	7,50	8,10	8,45

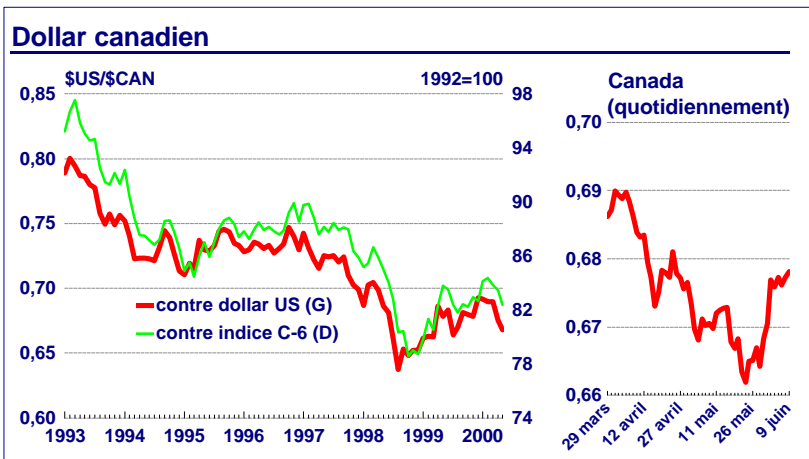


En mai, les prix des actions au Canada ont été très volatiles...

- En mai, les prix des actions au Canada ont été très volatiles, le TSE 300 ne dégageant aucune tendance précise. L'indice a terminé le mois à 9 252, en baisse de 1,0 % par rapport au mois précédent, ce qui constitue son deuxième recul consécutif. Sur douze mois, cependant, le TSE est en hausse de 35,2 %, un rendement fort supérieur à celui des indices américains.
- De fait, le TSE 300 affiche l'un des meilleurs rendements de tous les indices du marché boursier, enregistrant un gain de 7,7 % depuis janvier. Selon Morgan Stanley Capital International, ces résultats placent le Canada parmi les pays les plus performants de cette année, le Luxembourg, la Malaisie et la Suède étant les seuls autres à le précéder.
- À titre de comparaison, les indices américains S&P 500 et Dow-Jones ont connu leur plus mauvais départ en dix ans. Le Dow-Jones a diminué de 10,4 % et le S&P 500 est en baisse de 6,2 % sur douze mois.

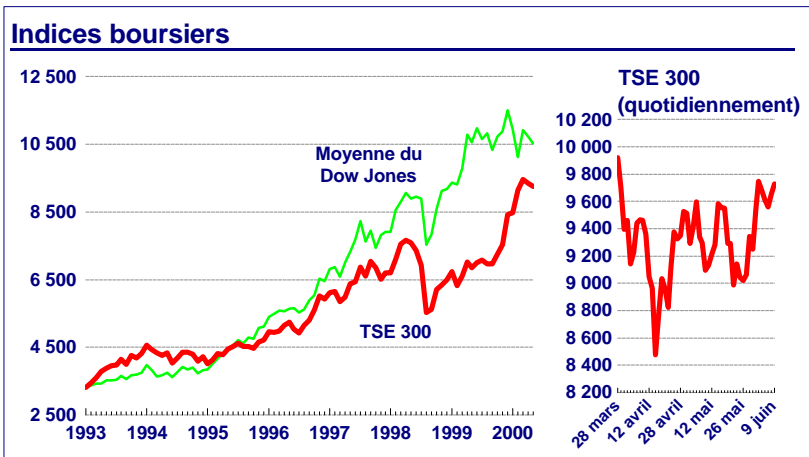
...tout comme le dollar canadien

- L'augmentation des taux d'intérêt au Canada n'a pas fourni d'appui au dollar canadien. La crainte que l'écart se creuse entre les taux d'intérêt du Canada et ceux des États-Unis a exercé une pression à la baisse sur le dollar, qui a terminé à 0,6619 \$US le 24 mai, son niveau le plus bas en près de dix mois. Cependant, le dollar a par la suite repris le terrain perdu, terminant le 9 juin à 0,6782 \$US.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	Mark all. c. \$CAN	Yen c. \$CAN
1998	0,6522	78,71	1,082	75,91
1999	0,6929	82,67	1,313	69,66
Déc. 1999	0,6929	82,67	1,313	69,66
Janv. 2000	0,6918	84,15	1,333	72,77
Févr.	0,6898	84,39	1,370	75,43
Mars	0,6899	83,84	1,388	72,77
Avril	0,6756	83,47	1,409	71,90
Mai	0,6682	82,37	1,442	72,41
9 juin	0,6782			



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - mai	le mois dernier	l'an dernier
TSE 300	9 252	-1,0	35,2
<i>Pétrole et gaz</i>	7 603	14,8	37,2
<i>Métaux et minéraux</i>	3 586	3,3	7,5
<i>Services publics</i>	13 994	-10,8	76,5
<i>Papiers et produits de la forêt</i>	5 391	-9,3	30,5
<i>Entreprises de distribution</i>	5 158	6,8	-5,8
<i>Services financiers</i>	8 419	8,6	4,8
<i>Or</i>	4 415	4,9	-10,9
Coefficient de capitalisation des résultats*	27,8	-0,5	-4,3
S&P 500	1 421	-2,2	9,1
Dow Jones	10 522	-2,0	-0,4

*les colonnes 2 et 3 reflètent des changements de niveau



Tendances de l'économie américaine

La Réserve fédérale majore les taux d'intérêt...

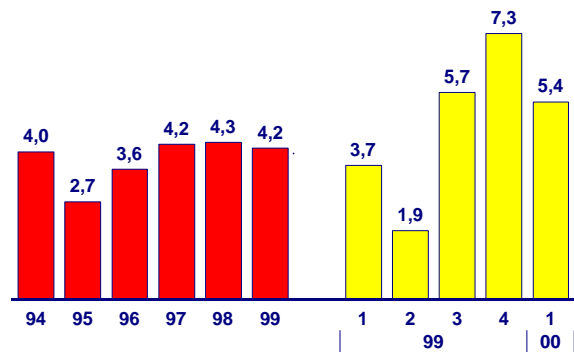
- Le 16 mai, la vigueur de la croissance économique a incité le conseil de la Réserve fédérale à augmenter d'un coup son taux directeur des fonds fédéraux de 50 points, pour le fixer à 6,5 %. Il s'agit de la sixième majoration des taux depuis juin dernier, mais de la seule augmentation de 50 points de base depuis six ans.
- L'intervention de la Fed s'est produite malgré le fait que peu d'indices laissaient présager une reprise de l'inflation. De fait, les prix à la consommation sont restés stables en avril, alors que les prix des producteurs ont reculé de 0,3 % sous l'effet du ralentissement des prix de l'énergie.

...et l'économie des États-Unis poursuit sa croissance vigoureuse

- Selon les estimations préliminaires, le PIB réel a augmenté de 5,4 % (taux annuel) au premier trimestre de 2000, après avoir crû de 7,3 % au trimestre précédent. La production a été stimulée par la forte augmentation des dépenses de consommation et des investissements en capital fixe non résidentiels. Une baisse des investissements dans les stocks et un accroissement du déficit commercial ont modéré la croissance globale.
- Le déficit commercial des États-Unis a grimpé à 30,2 milliards de dollars en février, montant record pour un troisième mois d'affilée. La hausse des importations (3,4 %) a fait gonfler le déficit, malgré l'accroissement vigoureux des exportations (2,9 %).
- Aux États-Unis, le nombre d'emplois a augmenté de 231 000 en mai, tous les gains étant attribués aux administrations publiques (encore une fois à cause de l'embauche de personnel temporaire affecté au recensement). L'emploi dans le secteur privé s'est replié pour la première fois depuis la forte tempête hivernale survenue en janvier 1996. Après avoir atteint, en avril, le niveau le plus bas depuis 30 ans, le taux de chômage a crû de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 4,1 %.

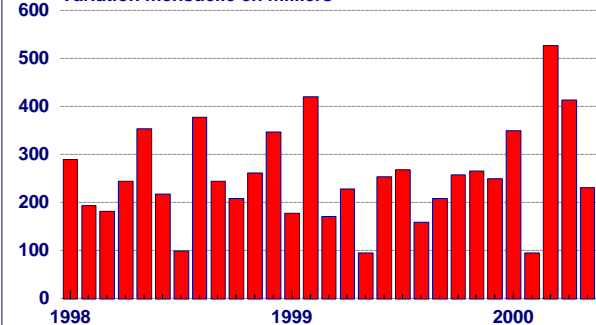
Croissance du PIB réel aux États-Unis

Variation en %, TAD



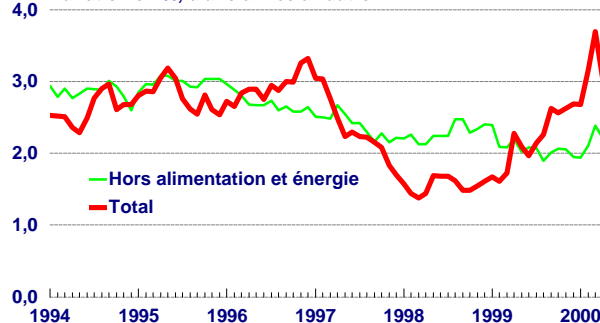
Évolution de l'emploi dans le secteur non agricole aux États-Unis

Variation mensuelle en milliers

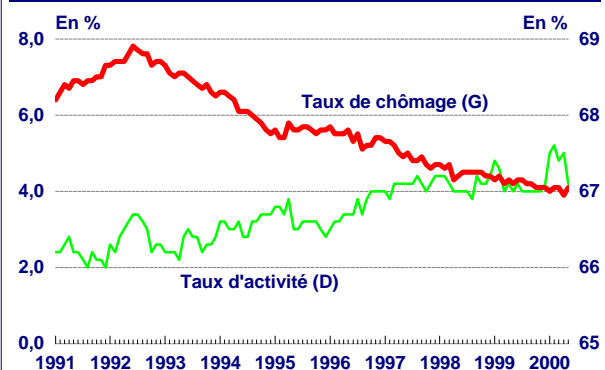


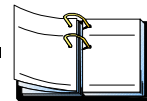
Hausse des prix à la consommation aux États-Unis

Variation en %, d'une année à l'autre



Taux de chômage et d'activité aux États-Unis





CANADA

Enquête sur le secteur de la fabrication - Avril.....	15 juin
Indice des prix à la consommation - Mai	16 juin
Commerce international - Avril	20 juin
PIB au coût des facteurs - Avril	30 juin
Enquête sur la population active - Juin	7 juillet
Investissements privés et publics au Canada : Perspective révisée - 2000	19 juillet
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 2e trimestre 2000	30 août
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 2e trimestre 2000	31 août
Balance des paiements internationaux - 2e trimestre 2000	31 août
Taux d'utilisation de la capacité - 2e trimestre 2000	8 septembre
Enquête sur la situation des entreprises - Octobre	2 novembre

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Mai	14 juin
Commerce international - Avril	20 juin
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	27 et 28 juin
PIB - 1er trimestre 2000, données finales	29 juin
Situation de l'emploi - Juin	7 juillet

Nota : Les IEM de juin sont fondés sur les données connues au 9 juin 2000